

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Bueler, William, *U.S.Chinese Policy and the Problem of Taiwan*, Colorado Associated University Press, Boulder, Colorado, 1971, 140 p.

par André-Louis Sanguin

*Études internationales*, vol. 3, n° 1, 1972, p. 110-112.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700188ar>

DOI: 10.7202/700188ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

tionné par rapport à leurs ressources, un rôle de policier à l'échelle mondiale difficilement conciliable sur le plan interne avec leurs idéaux démocratiques ; un rôle, enfin, dont le coût économique et politique est devenu prohibitif. Dans leur intérêt comme celui de leurs alliés et de la paix mondiale, les États-Unis doivent maintenant réduire leurs responsabilités en Europe comme en Asie et accepter le pluralisme et la recherche d'équilibres locaux et régionaux plus subtils et complexes.

Selon Calleo, c'est en Europe que la difficile dévolution de puissance et d'autorité américaines peut le mieux commencer. Une politique de désengagement américaine peut permettre à l'Europe occidentale d'assurer ses responsabilités, de contribuer à une détente véritable, à une réduction des armements et même à la restauration de la solidarité transatlantique. Pour ce faire, les États-Unis doivent abandonner le confort intellectuel de leur « mythe » atlantique ; ils doivent reconnaître que l'Europe a des intérêts différents des leurs et un rôle distinct mais sans doute complémentaire à jouer sur la scène mondiale ; ils doivent aussi reconnaître que le maintien du statu quo politique en Europe n'est plus possible et n'est pas vraiment conforme à leurs intérêts nationaux même si le changement implique pour eux une adaptation difficile et certains sacrifices à court terme.

Ce n'est pas là une thèse bien nouvelle ou originale. Elle s'apparente beaucoup aux thèses gaullistes que l'auteur admire à plus d'un titre. Surtout elle ne paraît guère radicale aujourd'hui alors que les objectifs qu'elle propose semblent concorder pour une part importante avec ceux de la doctrine Nixon et d'Henri Kissinger.

Que nous apporte donc David Calleo ? Il relie de façon cohérente les grandes dimensions de ces problèmes et la trame complexe des facteurs stratégiques, économiques, culturels, historiques et politiques qui sont en cause. Même si l'on n'est pas d'accord avec certains jugements et conclusions, une bonne partie de son analyse paraît valable. La partie la plus originale du livre est sans doute la tentative d'explication des caractéristiques de la mentalité américaine qui ont contribué à la force du « mythe » atlantique. Le chapitre sur la dimension monétaire est particulièrement remarquable et prescient, à la lumière de la crise du dollar américain, ouverte le 15 août dernier.

La faiblesse mineure du livre est sans doute celle de la plupart des apologies de thèses particulières : une simplification excessive, çà et là, d'enchaînements complexes et parfois contradictoires ; une tendance à sous-estimer parfois certaines réalités qui cadrent mal avec son interprétation. Le rêve atlantique n'a-t-il été qu'un masque idéologique recouvrant une volonté de puissance américaine ou reposait-il malgré tout sur d'authentiques et de profondes solidarités ? La construction européenne implique-t-elle un affaiblissement inévitable de ces solidarités ou faut-il la concevoir dans un contexte plus vaste d'intégration économique ? David Calleo sous-estime sans doute, par ailleurs, l'attachement européen aux structures actuelles et au maintien de la présence américaine en Europe. Enfin, l'analyse de Calleo accorde peut-être un poids exagéré aux problèmes militaires et stratégiques, tel celui de forces nucléaires, alors que ces problèmes paraissent avoir perdu de leur acuité et de leur urgence au profit des problèmes économiques et politiques. Il reste, cependant, que le livre de David Calleo apporte une contribution intéressante et stimulante dans une perspective américaine à un problème majeur qui demeure de grande actualité.

James HYNDMAN,

*Groupe d'analyse politique,  
Ministère des Affaires extérieures, Ottawa.*

BUELER, William, *U.S. Chinese Policy and the Problem of Taiwan*, Colorado Associated University Press, Boulder, Colorado, 1971, 140p.

L'auteur nous rappelle, dès l'introduction, que la population de T'ai-wan comprend 85% d'aborigènes et environ 15% de Chinois venus dans l'île depuis 1945, alors que l'assemblée nationale de T'ai-wan comporte 98% de Chinois immigrés et 2% seulement d'autochtones. Dans cette même introduction, W. Bueler précise que la politique américaine à T'ai-wan est essentiellement inspirée par des buts stratégiques et il se demande s'il est de l'intérêt américain de soutenir le régime nationaliste de Tchang Kaï-chek ou bien s'il ne serait pas mieux de promouvoir un gouvernement autochtone qui représente plus réellement le désir de la majorité taïwanaise, car la politique sui-

vie jusqu'ici par les États-Unis ne peut que détériorer leurs relations avec la Chine.

Le chapitre premier analyse les rapports de l'administration Truman et le problème chinois. La première impression du gouvernement de Truman après la victoire maoïste en 1949 fut de s'orienter vers la reconnaissance du communisme victorieux, mais l'affrontement de l'opinion américaine, alors très favorable à Tchang Kaï-chek, fit reculer Truman. Une déclaration de ce dernier en 1950, conforme à la résolution du Caire, stipulait que les États-Unis n'avaient aucune revendication sur Formose ni aucun désir de se mêler des affaires intérieures chinoises, ni aucun projet d'y établir une base militaire. À la veille de la guerre de Corée, les États-Unis décidèrent de neutraliser le détroit de Formose pour le protéger d'une attaque de Pékin... En janvier 1950, Dean Acheson avait exclu la Corée du Sud et T'ai-wan de la zone d'intérêts des États-Unis malgré l'opposition de certains sénateurs dont le sénateur Alec Smith qui, dès 1949, avait demandé que les États-Unis puissent contrôler Formose sous le contrôle de l'ONU. Il s'ensuivit alors que la position politique des États-Unis sur T'ai-wan fut opposée aux premières déclarations de Truman et Acheson. Chou En-lai déclarait alors que l'action des États-Unis envers T'ai-wan était une agression contre un territoire chinois, alors que les Américains déclaraient que cette île avait été reprise par la victoire alliée aux Japonais. Le sénateur Smith préconisait un partage de pouvoir à Formose entre les nationalistes, les autochtones et les États-Unis en dépit de l'opposition du premier ministre anglais Atlee qui préconisait la reconnaissance de Pékin et le retour de Formose à la Chine de Mao. Mais Truman et Acheson tinrent bon pour l'indépendance de T'ai-wan, considérant que la perte de Formose serait un danger pour le Japon et les Philippines, et s'opposèrent par ailleurs à la reconnaissance du gouvernement de Pékin, à cause des divisions terribles que cet acte politique eût fait subir au peuple américain, et sans doute aussi, en raison de l'action vigoureuse menée par le sénateur Joseph MacCarthy.

Dans le second chapitre, l'auteur définit la politique de l'administration Eisenhower face au problème. Sous la présidence d'Eisenhower et en accord avec lui, l'éminent ministre Foster Dulles pensait que la Chine libre de Formose serait un dépôt de la civilisation chinoise et

que son modèle servirait un jour à la renaissance d'une Chine rénovée. Au moment des attaques sur les Îles Quemoy, Eisenhower pensa que pour en assurer la défense, l'Amérique devrait le cas échéant utiliser l'arme atomique. Dans ses mémoires, Eisenhower rappelle qu'il refusa de discuter de la Chine avec Kroutchev, lors de la visite de ce dernier aux États-Unis, car, disait-il, c'était à Pékin à qui incombait la faute de s'attirer l'hostilité des États-Unis, et de plus, le président américain avait la conviction que le gouvernement de Pékin était hors-la-loi, opinion qui fut concrétisée par le refus de Foster Dulles de serrer la main à Chou En-lai, à la conférence de Genève en 1954. D'ailleurs le Congrès, les ministres, l'armée partageaient leur point de vue et plusieurs notabilités pensaient alors que la chute continentale de Tchang Kaï-chek fut occasionnée plus encore par la faute du gouvernement Truman que par la carence nationaliste.

Le troisième chapitre décrit le problème sous l'administration Kennedy. Le président Kennedy écrivit fort peu de choses au sujet de la Chine. Bien qu'il ait pensé comme ses conseillers que la reconquête de la Chine par les nationalistes étaient un mythe, il poursuivit la politique du précédent gouvernement Eisenhower, essentiellement pour préserver le prestige des États-Unis. Aussi la politique pro-nationaliste américaine repose sur une gageure : la reconquête de la Chine communiste continentale par Tchang Kaï-chek considérée par celui-ci autant comme une revanche à sa propre défaite que sous l'aspect d'une nécessité historique. À cette époque, la politique américaine se trouve prise dans une sorte de cercle vicieux. Si l'Amérique donnait aux nationalistes le droit de reconquérir la Chine, cela revenait à dire que le gouvernement de T'ai-wan n'était pas le gouvernement réel de la Chine, et dans ce cas, il n'aurait plus le droit de gouverner T'ai-wan. Le président Kennedy ne se hâta pas de prendre une position différente de celle de ses prédécesseurs en raison de l'opinion publique américaine et il jugea que le problème de la Chine pouvait attendre sa seconde investiture avant de modifier sa ligne de conduite.

Dans le quatrième chapitre, le problème chinois est décrit sous l'administration Johnson. D'une manière générale, la politique du président Johnson prit la suite de celle de ses prédécesseurs et la guerre du Viêt-nam plaça au

second rang le problème chinois. Plus encore que les précédents présidents, Johnson suivit dans sa politique chinoise les options de ses conseillers plutôt que celles de ses méditations personnelles. Néanmoins, le résultat d'un voyage à T'ai-wan persuada Johnson d'une heureuse évolution de la politique sociale du gouvernement Tchang. Il en revint persuadé qu'il était du devoir des États-Unis de respecter leurs engagements vis-à-vis de la République nationaliste et de défendre son peuple contre une agression de Mao Tsé-toung, autant que de persuader Mao de renoncer à la force envers T'ai-wan. De même qu'il était persuadé qu'il devait continuer à éviter l'expulsion de la Chine nationaliste de l'ONU et éviter l'admission de la Chine rouge.

Au cinquième chapitre, on y voit que contrairement à ses prédécesseurs, le président Nixon parla beaucoup de la Chine et de T'ai-wan avant de prendre le pouvoir dans le sens d'une politique inflexible de non-entente avec Pékin et de complet soutien de Tchang Kai-chek. Au moment de l'affaire des îles Quemoy et Matsu, Kennedy déclara qu'il était hors de question de risquer une guerre qui put devenir mondiale pour deux îles non défendables stratégiquement alors qu'à cette même date, Nixon déclarait que céder sur ce point risquait fort de conduire les communistes dans l'escalade de leur rêve d'hégémonie.

Malgré ses positions initiales, le gouvernement Nixon alla plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs dans son essai de rapprochement avec Pékin, sans impliquer pour autant un relâchement de ses engagements envers la République nationaliste. Les autorisations de tourisme en Chine rouge furent assouplies en 1969. À la fin de 1970, il devint clair que le gouvernement des États-Unis acceptait de fait le gouvernement de Pékin. Mais cela ne résolvait pas pour autant le dilemme des États-Unis sur leur conduite à l'égard de Formose, et nul ne prit la responsabilité de renoncer aux engagements antérieurs envers ce pays. Le changement radical de politique de Nixon vis-à-vis de la Chine repose beaucoup plus sur un désir de conformer son attitude à celle de l'opinion américaine que sur une évolution de sa propre conviction.

André-Louis SANGUIN

*Géographie,  
Université du Québec,  
à Chicoutimi.*

LE FRANC, Jean-Daniel, *L'esprit des entreprises — Les verrous et les clés du dynamisme industriel*, Puteaux, Éditions Hommes et Technique, 1971, 164p.

Président directeur général de la Société générale du vide (filiale du groupe Thomson), et vice-président de la Société française des ingénieurs et techniciens du vide, rien d'étonnant que cet auteur s'inquiète d'un certain « problème industriel » français « mal résolu ». Pour lui, l'entreprise est « à l'origine du progrès » ; constitue l'instrument qui traduit les plus hauts faits de l'homme en « bien-être ou mieux-vivre », et représente « la source essentielle des richesses de la Nation ». Quand ça va mal, il faut donc s'en préoccuper. Ce livre représente une « réflexion stratégique », une analyse prescriptive dont l'objectif est de façonner une volonté d'action capable de rétablir dans sa vigueur et ses hautes fonctions les entreprises privées de la France.

Les ressorts propres à ces organisations se résument en peu de mots et ne surprendront personne : la rentabilisation du capital investi — recherche de profits, quoi ; une stratégie d'écoulement de produits et de services qui fait partie d'une « stratégie industrielle globale » ; la conséquence qui en découle, mais qui constitue elle-même « la véritable bataille », l'expansion. Cette croissance dépendra surtout de « l'aptitude » que possédera l'entreprise « à changer rapidement », à se réorienter en fonction de sa clientèle (« ... seul le marché existe et ... lui seul est vraiment libre »).

Autant de traits propres aux sociétés industrielles, autant d'impératifs auxquels le personnel français appelé au service de ces institutions répond mal. Le Franc attribue à la psychologie sociale et nationale des Français les défauts qui militent contre la réussite des sociétés d'affaires. « Notre société française est instinctivement hostile à la notion de progrès et à son corollaire de profit ». Les dirigeants, imprégnés de cartésianisme, préfèrent les idées aux « faits », le discours à l'action. L'intelligence prime le courage, la recherche de la sécurité, le goût du risque. L'individualisme l'emporte sur le travail d'équipe, le culte du travail sur l'art de décider, et ainsi de suite. « La faiblesse du cadre français est peut-être